

L'économie zémidjan

La solution béninoise aux problèmes du transport au commun

MICHEL VENNE
LE DEVOIR

Cotonou — Le ciel de Cotonou n'est jamais clair. D'une part, il y a la poussière que charrie, en cette période de l'année, l'harmattan, le vent du désert. Il y a aussi, montant du sol, une vapeur bleue, compacte, soit les gaz d'échappement des quelque 30 000 motos qu'on utilise ici comme taxis, les «zémidjans».

En langue locale goun, une langue qu'on parle dans la capitale voisine, Porto-Novo, «zémidjan» veut dire «prends-moi avec ton cortège de bruit». «Zémi» veut dire «prends-moi» et «djan» est l'onomatopée des bruits que font les motos quand elles tombent dans les trappes de sable... djan, djan...

La rue leur appartient. Aux intersections, elles forment un mur. Elles encerclent les voitures. Elles mènent la circulation. Elles se fauflent. Bruit d'enfer. Nuées de gaz. Les passagers s'agrippent, parfois avec des bagages en équilibre sur la tête ou un enfant sur le dos.

Le zémidjan est la solution béninoise aux problèmes du transport en commun urbain. Ici, les taxis sont trop chers et ils ne peuvent circuler dans les «vons», ces ruelles ensablées qui quadrillent la ville. Il serait impensable d'établir un système public de transport par autobus.

Une course à zémidjan coûte entre 50 et 100 francs CFA, soit 15 ou 25 cents canadiens, et pour ce tarif on traverse la ville, on parcourt facilement cinq à sept kilomètres. Le zémidjan vous laisse à votre porte; il arrête si vous croisez un ami. Tandis que si vous attendez au feu, vous pouvez acheter le journal du matin. Le tarif s'établit après une âpre négociation.

Pratique et utile, même s'il est polluant, le zémidjan est surtout l'un des moyens utilisés par la jeunesse pour gagner sa croûte. Leur nombre a bondi de 50 % en deux ans.

Des campagnes, des villages, on descend, on achète ou on loue une moto de 50 cm³. Une vieille Yamaha de 100 cm³ rafistolée. On prie pour qu'elle reste en état. Des diplômés sans emploi y trouvent leur seule porte de sortie.

Ils font 1000, 2000 francs CFA par jour (trois à six dollars par jour). La location de la moto peut fruger jusqu'à la moitié, sinon, les mauvais jours, la quasi-totalité de leurs gains.

Séverin Dognon, un fonctionnaire «déflaté», c'est-à-dire qui a perdu son emploi après le dégraissage de la fonction publique, roule sept jours par semaine, douze heures par jour sur un engin qui lui brûle les poumons et lui défait le dos. Il verse 600 francs par mois en droits et taxes au syndicat des zémidjans. Sa carte d'adhésion — et le numéro matricule qu'on imprime sur sa chemise jaune — lui coûtent 300 francs.

L'économie informelle

Le zémidjan est l'un des exemples les plus remarquables de la puissance de l'économie informelle au Bénin. On estime à deux tiers de l'emploi total environ, hors agriculture et commerce, la part du

travail au noir. En incluant le commerce au noir, florissant, l'emploi informel représente 90 % de l'économie.

Le marché Dantokpa est un pharnax. Les femmes y vendent de tout. J'y ai vu des pilules anticonceptionnelles. La dame a pris la peine de me prévenir que c'était seulement pour les femmes. Ces médicaments, comme beaucoup de marchandises vendues au marché, cigarettes, bol de plastique, ceintures de cuir, postes de radio, viennent du Nigéria, le géant voisin de 100 millions d'habitants.

Ces articles passent en contrebande, la «fayao», comme on dit en yoruba. Souvent, ce sont des articles contrefaits, du «kpayo», de la camelote vendue à moitié prix. Même le carburant, dont celui qu'utilisent les zémidjans, est pour l'essentiel du «kpayo».

L'informel, c'est aussi la débrouille. Cela permet à des Béninois de s'en sortir. Il a permis à plusieurs fonctionnaires, dont les salaires n'avaient pas été versés pendant des mois vers la fin de l'ancien régime militaire, de ne pas crever de faim.

Mais c'est peut-être aussi une partie du problème. «Le problème du Béninois, c'est qu'il est trop débrouillard.»

Il cherchera le profit immédiat, car il en a besoin. De sorte qu'il reprend toujours à zéro. Il est un redoutable commerçant. Mais il sera surtout opportuniste, me signale Jean Desjardins, un conseiller québécois du Mouvement Desjardins qui est en Afrique depuis dix ans. Il ne cherche pas à s'établir durablement.

Programme de soutien aux PME

Il y a deux ans, il a mis sur pied un programme de soutien aux PME au Bénin. Le problème des nouveaux entrepreneurs, selon lui, c'est qu'il n'existe pas, ici, de mentalité d'entreprise.

Vrai et faux, me dit Lucien Agbota, un Béninois qui a fondé, il y a deux ans, sa propre fabrique de savon à l'huile de palme. Tout allait bien, dit-il. La dévaluation du franc CFA l'a aidé à vaincre la concurrence étrangère.

Mais les douaniers, souvent corrompus, ne perçoivent pas les taxes d'accise sur les importations, en échange d'un cadeau, d'un «caillou» comme on dit ici. Alors les prix sur les produits importés sont plus bas que les siens. Ses efforts ne sont pas récompensés.

Dans bien des cas similaires, l'entrepreneur se décourage et abandonne. Il revient dans l'informel. Cercle vicieux.

Modestement, le gouvernement du Québec fait un effort pour aider à briser ce cercle. Il a appuyé, hier, en marge du Sommet de la Francophonie, qui démarre demain, la création d'un centre de documentation de la Fondation de l'entrepreneurship du Bénin, dans le but de déceler et développer le potentiel entrepreneurial des personnes et de créer les conditions favorables à son épanouissement.

La Fondation organise des formations, des séminaires, des concours, et suscite la création d'entreprises.